

Etats-Unis : législation en faveur des droits des enfants palestiniens

Partage international n° [370](#) - Juin 2019

Washington - Le 1^{er} mai, la représentante Betty McCollum a introduit une loi historique interdisant le financement de la détention militaire israélienne des enfants palestiniens et les mauvais traitements qui leur sont infligés. Cette loi sur la promotion des droits humains des enfants palestiniens vivant sous occupation militaire israélienne, renforce encore davantage le consensus progressiste croissant, qui exige de tenir Israël réellement responsable de l'oppression continue des Palestiniens et de la violation de leurs droits.

Selon *Defense for Children International-Palestine*, 500 à 700 enfants palestiniens sont détenus et jugés chaque année au sein du système carcéral militaire israélien. Selon un rapport de l'Unicef de 2013, ces enfants, dont la plupart ont entre 12 et 17 ans, mais dont certains n'ont que neuf ans, sont soumis à des mauvais traitements « généralisés, systématiques et institutionnalisés », et subissent notamment des violences physiques, la mise à l'isolement et des menaces.

Cette loi modifierait une disposition de la loi sur l'aide étrangère connue sous le nom de « loi Leahy » en interdisant le financement de la détention militaire d'enfants dans tout pays, y compris Israël. La loi énumère également les pratiques spécifiques et généralisées que l'armée israélienne a infligées aux enfants palestiniens, notamment « la torture ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants », « la violence physique », « l'isolement cellulaire » et « les aveux obtenus par la force ou la contrainte ». De plus, la loi autorise l'affectation de fonds pour surveiller les violations des droits humains et fournir un soutien médical et psychologique et une réinsertion aux enfants palestiniens victimes de la détention militaire israélienne.

Dans son communiqué de presse, la représentante McCollum a déclaré sans équivoque que « le système israélien de détention militaire des mineurs est un système d'abus d'enfants cautionné par l'Etat, conçu pour intimider et terroriser les enfants palestiniens

et leurs familles. Il faut le condamner, mais il est tout aussi scandaleux que l'argent des contribuables américains sous forme d'aide militaire à Israël permette de faire durer ce qui est clairement une violation flagrante des droits humains contre les enfants. »

Yousef Munayyer, directeur de la Campagne américaine pour les droits des enfants palestiniens, s'est félicité : « Les valeurs progressistes exigent la liberté, la justice et l'égalité pour tous et dans tous les domaines, et nous félicitons la représentante McCollum de les avoir mises en pratique. Pendant trop longtemps, le Congrès a signé un chèque en blanc à Israël, alors même qu'il a pérennisé son occupation militaire brutale et aggravé les violations des droits humains contre le peuple palestinien. Cette loi est un pas important vers l'obligation de rendre des comptes et envoie ce message ferme que le peuple américain ne veut pas que l'argent de ses impôts serve à priver les enfants palestiniens de leurs droits et de leur enfance. »

Alissa Wise, femme rabbin, directrice adjointe de *Voix juive pour la paix*, a déclaré : « Les enfants palestiniens comme tous les enfants devraient être protégés et respectés. Il est inadmissible que l'aide militaire américaine à Israël permette à l'armée israélienne de maltraiter systématiquement les enfants palestiniens ; les coups, l'isolement cellulaire et la détention arbitraire ne sont pas des manières de traiter un enfant. En interdisant à l'aide américaine de financer ces violations des droits humains, la législation de la représentante McCollum reconnaît que le changement ne se produira que lorsque le Congrès exigera vraiment des comptes. »

Le Dr Osama Abuirshaid, directeur exécutif des musulmans américains pour la Palestine, a déclaré : « Cette législation intervient à un moment où les progressistes s'inquiètent de plus en plus du rôle de l'aide militaire américaine à Israël dans les violations des droits des Palestiniens. La législation affirme expressément que les plus de 3,8 milliards de dollars de fonds annuels versés à Israël permettent de maltraiter les enfants, et elle comprend des rapports détaillés sur les mauvais traitements systématiques infligés par Israël aux enfants palestiniens rédigés par un large éventail d'organisations internationales. »

La campagne *No Way To Treat a Child (Pas une façon de traiter un enfant)*, menée par Défense des enfants International et l'American Friend Service Committee, par la Campagne américaine pour les droits des Palestiniens, les musulmans américains pour la Palestine et *Voix juive pour la paix*, va mobiliser les différentes organisations affiliées et des milliers de sympathisants à travers les Etats-Unis pour inciter les membres du Congrès à parrainer cette loi et à soutenir les droits des Palestiniens.

Dans les archives de *Partage international*, extraits de notre numéro de juillet/août 2011

Q. Maitreya a déclaré que les Palestiniens auraient une patrie. Selon nombre de propositions de paix pour le Moyen-Orient, le futur Etat palestinien comprendrait la bande de Gaza et la Cisjordanie. Les Palestiniens ont accepté cette idée en signant les accords d'Oslo en 1993. Bien que ce territoire (Gaza et la Cisjordanie) ne représente que 22 % de la Palestine originelle, Israël ne cesse d'annexer des terres palestiniennes par ses colonisations illégales en Cisjordanie et dans Jérusalem-Est. En conséquence, le territoire palestinien a diminué jusqu'à ne plus représenter que 11 % du territoire de départ - Gaza et quelques « Bantoustans » de la Cisjordanie. J'ai toujours pensé que la Hiérarchie préconisait une solution à deux pays dans laquelle la Palestine et Israël existeraient côte à côte. Est-ce exact ?

R. Oui. A ma connaissance, l'« offre » d'Israël à l'heure actuelle représente 26 % du territoire palestinien originel. Les Israéliens prétendent qu'ils proposent aux Palestiniens 80 % de leur territoire de départ, ce qui est une contre-vérité

manifeste. Sur cette base, il ne pourra jamais y avoir de règlement pacifique.

Je pense depuis de nombreuses années qu'il faudra l'intervention et les conseils de Maitreya pour que soit acceptée une juste partition du territoire qui amène la paix.

Q. *Cette solution à deux Etats est-elle encore considérée comme réaliste par la Hiérarchie, maintenant qu'Israël ne cesse d'annexer des territoires palestiniens ?*

R. Oui.

Q. *Les colonisations israéliennes illégales en Cisjordanie (et dans Jérusalem-Est) doivent-elles être évacuées pour rendre possible un traité de paix équitable ?*

R. Oui.

Q. *Il existe des groupes et organisations qui soutiennent la demande palestinienne de la solution avec un Etat unique dans lequel tous les citoyens, des juifs et Palestiniens, auraient les mêmes droits démocratiques dans un seul pays. Que pense la Hiérarchie d'une telle solution ?*

R. Qu'elle serait excellente, à ceci près qu'elle est probablement impossible à réaliser. En conséquence, la Hiérarchie préfère la solution à deux Etats.

Etats-Unis

Date des faits : 1 mai 2019

Sources : Jewish Voice for Peace

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()